

Apartheid et ethnicisme : le cas zoulou

LES arguments et les analyses ne manquent pas pour tenter de décrire et d'expliquer la crise qui secoue l'Afrique du Sud depuis plus de 2 ans. Parmi ces discours, l'un s'efforce de réduire les événements actuels à une suite d'incidents ne mettant pas réellement en cause le pouvoir blanc, et dans lesquels la police du régime n'interviendrait que pour rétablir le calme « entre Noirs » (1). Ainsi, il n'y aurait pratiquement en Afrique du Sud que des conflits de générations, des jeunes en révolte contre l'autorité traditionnelle des anciens, des émeutes raciales ou de simples rivalités ethniques ou tribales.

Cette thèse, dégageant toute responsabilité du système en place, est bien sûr principalement distillée par le régime de Pretoria et ses amis de toutes nationalités, qui l'utilisent depuis des années pour justifier la répression. Les choses deviennent plus inquiétantes quand ce type de désinformation apparaît dans la presse (2).

Pour les défenseurs de l'apartheid, de son « ethnicisation » systématique des Africains et de sa politique des bantoustans, le vrai problème a longtemps été de trouver un exemple crédible à fournir à l'appui de leurs affirmations. Les dirigeants des bantoustans ne pouvaient prétendre à suffisamment d'autonomie vis-à-vis du pouvoir blanc pour être crédible. *Inkatha* (3) et son dirigeant Buthelezi, après avoir été longtemps considérés par les suppôts du régime comme suspects, remplissent aujourd'hui ce rôle.

Buthelezi serait ainsi un véritable opposant noir, « raisonnable », et *Inkatha* la démonstration d'un nationalisme zoulou, et donc de l'existence de réels problèmes ethniques divisant les Noirs, sans que le pouvoir blanc ou le système y soit pour quelque chose.

Buthelezi, la nation zouloue et Inkatha

Gatsha Buthelezi appartient à la famille royale zouloue. Membre de la Ligue de jeunesse de l'ANC (*African National Congress*), neveu de l'un de ses fondateurs, il est exclu en 1953 de l'Université de Fort Hare. A cette époque, il a la réputation d'un opposant intransigeant à l'apartheid.

En 1951, le gouvernement décide de reconstituer des autorités tribales, chargées d'encadrer les populations africaines. C'est le prélude à la « bantoustanisation ». Dans ce cadre, la « nation zouloue », divisée en « tribus » par le colonialisme britannique, sera réunifiée et redotée de sa monarchie. Cyprian est le descendant en ligne directe de la monarchie zouloue et le prétendant sans rival à la couronne. Face aux projets de l'apartheid lui redonnant un trône, il frétille d'aise. De par la tradition, Buthelezi est son conseiller inamovible. Les deux hommes et leurs partisans s'affrontent ; Buthelezi doit s'incliner. De réformes en réformes auxquelles il s'oppose, il devient le dirigeant légal du bantoustan KwaZulu (4)... toujours opposé au roi zoulou et à Pretoria.

Il constitue *Inkatha* (5) en 1975, afin (d'après les historiographes officiels) de combattre le roi et ses partisans. L'opinion de Buthelezi est que le roi ne doit être qu'un symbole sans pouvoir de l'unité de la nation zouloue. Le 19 janvier 1976, le successeur du défunt Cyprian, Goodwill Zwelithini, déclare :

« Je fais le serment devant l'Assemblée législative du KwaZulu, ici présente, et devant la nation zouloue de ne participer en rien à toute activité politique et d'honorer en pensée, dans la pratique et par écrit la Constitution du KwaZulu » (6).

(1) Pour le régime, les « Noirs » sont les Africains. Pour les mouvements opposés à l'apartheid, ce terme désigne l'ensemble des non-Blancs d'Afrique du Sud, Métis, Indiens et Africains.

(2) Ainsi, une partie de la presse, après avoir mis l'accent lors des émeutes de Durban, pendant l'été 1985, sur les rixes entre Indiens et Zoulous, a fini par reconnaître la responsabilité d'*Inkatha*. Les troupes du mouvement de Buthelezi avaient attaqué le cortège funéraire d'un militant indien de l'*United Democratic Front*.

(3) *Inkatha* ou *Inkatha* ? La majorité des auteurs sud-africains (y compris dans les publications scientifiques, la presse ouvrière

ou celle des mouvements noirs d'opposition) personnifie le terme d'*Inkatha*, d'où la suppression de l'article. Utilisé pour la première fois sous cette forme par Buthelezi pour des raisons idéologiques, nous en conservons l'usage dans ce texte.

(4) Buthelezi est actuellement « Chief Minister » du bantoustan KwaZulu depuis son autonomie.

(5) *Inkatha* est le nom de la couronne royale, symbole de la nation zouloue, composée d'herbes aux pouvoirs magiques, brûlée par les Anglais lors de la conquête.

(6) Cf. A.-J. Bullier, *Géopolitiques de l'apartheid*, Paris, PUF, 1982, 175 p. (Politique d'aujourd'hui).

Débarassé des problèmes internes au bantoustan, Buthelezi, avec *Inkatha*, peut alors se consacrer entièrement à ses ambitions politiques dans le cadre de toute l'Afrique du Sud.

Malgré toutes leurs divergences, Pretoria, Cyprian et Buthelezi ont néanmoins trouvé, sans aucun problème, un point d'accord : la définition du Zoulou, héritée du colonialisme, élaborée « scientifiquement » par les experts de la commission Tomlinson (7), qui l'assoient sur des critères linguistiques.

Historiquement, la nation zouloue est fondée dans les premières décennies du XIX^e siècle par Shaka. Avant lui, les Zoulous ne sont que l'un des multiples clans qui structurent la société nguni, société de chefferies locales, à la langue et à la culture communes (8). Shaka, Ya Kazulu (« du clan zoulou »), chef d'une de ses tribus, étend son territoire au travers de guerres de conquêtes sanglantes. Les rares survivants sont intégrés de force dans la société zouloue et deviennent *abaKwaZulu* (« ceux du territoire zoulou »). La destruction des anciennes structures tribales, la mise sous tutelle des chefs survivants par les *Indunas* (9) (fonctionnaires royaux), l'enrégimentement obligatoire des jeunes, hommes et femmes, au service du roi dans des structures militaires rigidement encadrées, la confiscation de la propriété du bétail par le roi, etc. sont l'expression concrète de la « zoulouïsation » de ces populations. Dès cette période, les Ngunis fuient en masse devant cette mise en sujétion. L'annexion partielle du royaume par les colons boers en 1838 ne ralentit pas cet exode qui se poursuivra jusqu'au démantèlement de l'État zoulou, lors de la conquête définitive en 1879 par les Britanniques.

Paradoxalement, une bonne partie de ces populations à la recherche de leur identité et de leur autonomie, se trouvera contrainte de chercher refuge dans des territoires sous contrôle colonial. Pour l'administration coloniale, il n'y aura très vite qu'un seul terme, désignant à la fois les Zoulous « annexés » par la première conquête et les Ngunis réfugiés ; ils seront tous Zoulous, terme colonial générique pour les Africains du Natal.

Inkatha d'hier et d'aujourd'hui

Lorsque Buthelezi fonde le mouvement *Inkatha* en 1975, il déclare :

(7) La commission Tomlinson était également chargée d'étudier la viabilité des réserves (futurs bantoustans). Bien qu'émanant directement du régime, elle ne put que conclure sur ce dernier point à l'impossibilité pour ces réserves de couvrir les seuls besoins alimentaires de leur population.

(8) Les Ngunis occupaient approximati-

vement les territoires de l'actuel Natal. Leurs voisins du sud étaient les populations xhosas.

(9) L'aristocratie zouloue fournira des *Indunas* pour encadrer les prolétaires africains dans les mines et les plantations. Par extension, le terme *induna* désigne les garde-chiourmes africains, employés notamment dans les mines.

« *Inkatha* est un mouvement national et culturel de libération, fondé par un descendant du roi Shaka (fondateur de notre peuple) en la personne du roi Solomon (...). C'était en 1928. Pour cette raison, vivant comme nous le faisons dans ce pays en rapide changement social, économique et politique, nous avons eu à adapter ce mouvement » (10).

Le premier *Inkatha* était une expression organisationnelle de l'alliance, dans le nouveau cadre politique de l'Union sud-africaine, de la petite bourgeoisie africaine « intégrée » dans l'économie et les villes coloniales, de l'aristocratie zouloue et d'une fraction du capital colonial, principalement représenté par Nicholl, président de l'Union des planteurs d'Afrique du Sud et représentant le Zululand à l'Assemblée législative de l'Union (11).

L'objectif affirmé du premier *Inkatha* et de ses alliés était alors d'obtenir la reconnaissance de la royauté zouloue, présentée comme la meilleure forme d'encadrement des populations africaines du Natal face aux « dangers » liés à sa prolétarianisation accélérée dans l'économie, et à son émancipation vis-à-vis des autorités traditionnelles. Le principal de ces risques s'appellait l'ICU (*Industrial and Commercial Workers Union*), qui regroupera 100 000 travailleurs noirs, provenant aussi bien de la main-d'œuvre urbaine que du prolétariat agricole des fermes « blanches » et « noires ».

Nicholl bataillait au Parlement blanc, décrivant « les risques de guerre civile liés à la constitution d'un prolétariat bantou » (12). Le roi Solomon lui faisait écho, dénonçant « l'ICU qui exploite les pauvres travailleurs indigènes et dont les dirigeants irresponsables ne comprennent ni les relations entre le capital et le travail, ni la nécessité des investissements » (13). Ils ne parvinrent pas à fléchir l'administration coloniale, suffisamment confiante en elle-même pour ne pas se sentir contrainte de rétablir la monarchie zouloue.

Accompagnant la distribution d'une brochure qui vantait les mérites d'*Inkatha* face aux grèves et aux désordres permanents, Buthelezi déclarait, en mars 1980, lors d'un dîner d'hommes d'affaires organisé par l'*Anglo-American Corporation* : « Je vous demande simplement de mettre tout votre poids derrière *Inkatha* ; c'est le seul groupe noir dans ce pays qui peut être constructivement engagé dans le futur ». Une continuité historique pour *Inkatha* qui s'affirme donc aussi dans le choix des alliés...

(10) Cf. *Rand Daily Mail*, 14 juillet 1975.

(11) Le *South African Native National Congress* (futur ANC), fondé peu avant (et auquel appartenait nombre de fondateurs africains d'*Inkatha*) représentait lui aussi, au niveau de l'ensemble de l'Union, les intérêts des classes dominantes africaines. Des instances de direction séparées existaient pour aristocrates et roturiers, et l'adresse inaugurale

du premier congrès déclarait : « En avant vers les plus hautes places de la civilisation et de la chrétienté ». *Inkatha* n'était donc pas un phénomène isolé.

(12) Cité in Sh. Marks, « Natal, the Zulu Royal Family and the Ideology of Segregation », *Journal of Southern Africa Studies*, vol. IV, n° 2, nov. 1978, pp. 172-194.

(13) In Sh. Marks, *op. cit.*

***Inkatha* : un mouvement de libération ?**

Dès 1975, *Inkatha* choisit comme emblème les couleurs de l'ANC. A un journaliste lui en demandant la raison, Buthelezi répond : « Ce sont les couleurs de l'ANC ? Je ne le savais pas, car je regarde ces couleurs comme celles du peuple sud-africain, dont l'ANC est un appendice... » (14).

Officiellement, *Inkatha* se veut un mouvement de libération, opposé à l'apartheid, partisan d'un accès au pouvoir des Africains. Buthelezi se réclame de sa jeunesse militante, de ses bonnes relations d'alors et de sa collaboration active avec des dirigeants de l'ANC. Les citations de messages de soutien et de sympathie émanant de ceux-ci (Tambo, Mandela, etc.) ponctuent fréquemment ses apparitions publiques... Ces « messages » (dont le dernier en date remonte à octobre 1986) seront souvent, mais pas toujours, démentis par l'ANC.

Buthelezi présente *Inkatha* comme le véritable continuateur du combat de l'ANC. Pour lui, notamment depuis son interdiction au début des années 60, l'ANC est trop extérieure à la situation sud-africaine pour pouvoir prétendre la comprendre. Et en ce qui le concerne, il réproouve et combat l'action violente. Cette réprobation l'entraînera à déclarer officiellement la guerre à l'ANC... puis à proposer une trêve et des négociations dans la récente période. Les ambitions affirmées de Buthelezi sont d'intégrer, ou de neutraliser, l'ANC dans un projet global de négociations avec le gouvernement, sur ses propres objectifs.

Le programme de Buthelezi

« Réalistes » avant tout, les solutions préconisées par Buthelezi ressemblent comme deux gouttes d'eau à celle du PFP (*Progressive Federal Party*), parti des patrons libéraux blancs, successeurs de Nicholl sur l'échiquier politique. Le but avoué est de faire pièce à ce qu'ils appellent « la subversion communiste », tout en abolissant l'apartheid jugé inadapté. Un système de type fédéral, dans lequel chaque groupe racial élirait ses représentants et se partagerait, dans un système négocié, le pouvoir, doit répondre à la situation, en évitant l'« impossible » un homme, une voix... relégué au rang de vœu pieux pour un hypothétique et lointain futur.

Dans cette perspective, Buthelezi a tenté de constituer un certain nombre de cartels de partis partageant « sa » position. Parmi ceux-ci, il y eut l'éphémère SABA (*South African Black Alliance*), regroupant la plupart des partis fantoches des bantoustans. Ensuite,

(14) Interview au *Rand Daily Mail*, 11 novembre 1979.

il y eut la constitution de la *Buthelezi Commission*, sous la direction du sociologue blanc libéral Schlemmer, dont les travaux (financés par l'Assemblée législative du KwaZulu) confirmeront les positions de Buthelezi comme seules réalistes et susceptibles de permettre un développement régional et national harmonieux.

Aujourd'hui, c'est le *National Convention Movement*, dont l'objectif officiel est la tenue d'une « convention nationale ». Cette convention aurait pour objet de négocier des compromis avec le gouvernement blanc, dans la perspective d'un partage du pouvoir politique avec les Africains. Dans ce cadre, Buthelezi (à l'instar du PFP) est partisan de la libération de Mandela et de la participation de l'ANC, cela afin de parvenir à l'élaboration d'un bon compromis. Néanmoins, soucieux de ne pas être intransigeant, il n'en fait évidemment pas un préalable absolu à la tenue de cette convention...

Au niveau de l'ensemble régional Natal-KwaZulu, Buthelezi se bat pour la mise en place d'une administration unique, multiraciale, gérant ce qu'il appelle le « *KwaZatal* » dans l'axe défini par la *Buthelezi Commission*. Malgré l'opposition déclarée de Pretoria, ce système fonctionne de fait à plusieurs niveaux, avec le soutien actif et la participation des représentants blancs libéraux. Nombre de décisions sont ainsi prises collégalement par les autorités légales du Natal blanc, du KwaZulu et des conseils municipaux des *townships* africains, et les représentants « légaux » (ne représentant qu'eux-mêmes) des « communautés » indiennes et métisses. Expression concrète sur le terrain politique des alliances économiques et des confluences d'intérêts, existant depuis longtemps entre bourgeoisies, dont l'apartheid impose la séparation légale.

Inkatha et le mouvement syndical

Dans une réunion de la FOSATU (*Federation of South African Trade Unions*) en mars 81, Buthelezi déclare :

« *Mon problème central est une Afrique du Sud meilleure et je suis particulièrement concerné par l'avenir des travailleurs noirs, comme je le suis également par celui des paysans ou des professions qualifiées* » (15).

Buthelezi a longtemps développé un discours bienveillant et paternaliste vis-à-vis du mouvement syndical indépendant. Jusqu'à récemment, il ne ratait pas une occasion, en qualité de *Chief Minister* du KwaZulu, de participer (ou de se faire représenter) aux réunions syndicales de quelque importance tenues dans sa région.

(15) Cité in « *Politics and Trade-unionism* », G. Buthelezi.

Ce paternalisme n'aura néanmoins qu'un temps. Lors des derniers événements, le rôle des syndicats indépendants est devenu trop antagonique avec la conception corporatiste qu'en a Buthelezi. En 1985, après plusieurs affrontements en divers lieux entre militants d'*Inkatha* et syndicalistes, Buthelezi crée son propre syndicat corporatiste. L'un des objectifs officiels de ce syndicat, contenu dans sa charte constitutive, est d'attirer les investisseurs et de créer un climat de confiance entre le capital et le travail (16).

Inkatha et la mise au pas de la société zouloue

30 000 membres en 1975, 120 000 en 1979, plus d'1 million aujourd'hui, tel est le nombre officiel d'adhérents d'*Inkatha*, repris par le *South African Institute of Race Relations* dans ses rapports annuels. Si *Inkatha* a « placé » un million de cartes, encore reste-t-il à comprendre comment.

Tous les membres du KLA (*KwaZulu Legislative Assembly*) sont officiellement membres du Comité central d'*Inkatha*. La plupart des chefs locaux sont des « militants », ainsi que les conseillers municipaux de la plupart des *townships* du Natal. La division des adhérents de base en brigades d'au moins 30 membres est calquée sur la division administrative, y compris les chefferies locales... Chaque responsable local de l'administration a donc le contrôle direct sur l'adhésion de ses administrés à *Inkatha*. Quant au recrutement des fonctionnaires de l'administration, on peut dire qu'il n'est pas « officiellement » réservé aux membres d'*Inkatha*... Pour chacune de ses démarches administratives, un Zoulou a donc affaire à un fonctionnaire ou à un représentant de l'autorité locale, membre d'*Inkatha*, et connaissant son adhésion ou non à *Inkatha*... ce qui est un facteur important de simplification des démarches, voire même de leur aboutissement.

Sachant que dans le système d'apartheid, la vie d'un Africain est intégralement soumise à ses relations avec l'administration, notamment au niveau local (permis de travail, permis de résidence, autorisation de migrer dans les *townships*, attribution de terres dans le bantoustan ou de logement dans les *townships*, etc.), les conséquences de la non-possession d'une carte d'*Inkatha* sont aisées à deviner. La reconnaissance implicite de ce mode de recrutement, quasi obligatoire, se lit d'ailleurs à travers la succession régulière des déclarations de responsables officiels du mouvement « déplorant les pressions et abus locaux »...

De plus, *Inkatha* contrôle des réseaux bancaires « mutualistes », réservés à ses membres, accordant aisément des services et des prêts.

(16) Cf. *Weekly Mail*, 14 novembre 1985. 100

Outre les besoins « classiques » de toute nature, l'accès à ces réseaux est souvent pour un jeune Zoulou le principal moyen de pouvoir se marier : l'ancien système nguni de dot (*lobola*) a été transformé et mercantilisé par la colonisation, mais soigneusement préservé. Initialement, il s'agissait d'un transfert de bétail, négociable dans le temps, de la famille du fiancé vers celle de sa future épouse ; avec la colonisation, ce bétail (qui pouvait recirculer entre familles en cas d'annulation du mariage) s'est transformé en numéraire, et l'échange symbolique en achat de fait. Après avoir longtemps été utilisée comme force d'incitation au salariat, la dot est actuellement un moyen dont se sert *Inkatha* pour dominer les jeunes.

Le montant de la *lobola* atteint et dépasse souvent le millier de rands, soit plusieurs mois de salaire, notamment pour les travailleurs migrants peu qualifiés et sous-payés, et *a fortiori* pour ceux employés dans les quelques industries implantées au KwaZulu, où les salaires sont très bas. A ces jeunes hommes, *Inkatha* tient un double discours : en tant qu'administrateur du KwaZulu et défenseur de la tradition, *Inkatha* magnifie les valeurs culturelles de la *lobola* ancestrale ; conscient des réalités (!), *Inkatha* pense néanmoins qu'il faudrait en limiter le montant à 1 000 rands. Le militant d'*Inkatha*, le chef local, le responsable de l'administration auquel un jeune s'adresse pour lui exposer ses problèmes et lui demander d'intercéder auprès de sa future belle-famille pour demander des délais de paiement ou une baisse du montant, comprennent les problèmes du jeune... et lui rappellent, avec une habileté variable suivant les individus, qu'il existe un réseau bancaire qui peut l'aider s'il est membre d'*Inkatha*. Une fois endetté, face à des échéances dures à payer, le Zoulou marié reste en relation de dépendance, pour une durée indéfinie, avec un organisme bancaire qui sera d'autant plus compréhensif qu'il sera « un bon Zoulou », tel qu'*Inkatha* le définit.

Encadrement et embrigadement

Dans les écoles du KwaZulu, le sens de « la patrie zouloue », ainsi que l'histoire d'*Inkatha* et ses objectifs sont intégrés officiellement dans les programmes scolaires depuis une dizaine d'années. Les enseignants sont tenus à leur application stricte sous peine de sanctions.

Une organisation de jeunesse, principalement active en zone rurale, encadre les activités des adolescents « dans un souci de respect des traditions zouloues », et en se calquant partiellement sur le mode de fonctionnement des anciens régiments d'âge.

De plus, des camps de jeunes fonctionnent depuis le début des années 80. L'organisation y est paramilitaire, les jeunes portent l'uni-

forme d'*Inkatha*. Outre le renforcement de l'apprentissage idéologique, ces camps dispensent un double enseignement : technique militaire et sports de combat d'un côté, techniques agricoles et artisanales de l'autre. Les jeunes qui sortent de ces camps sont destinés à constituer l'encadrement politique et militaire de la population zouloue, notamment dans la jeunesse.

Les femmes militantes d'*Inkatha* portent un uniforme et ont une organisation spécifique. L'éducation qu'elles y reçoivent est du même type que celle dispensée par l'organisation de jeunesse ; la priorité donnée à l'art militaire se transformant en priorité donnée à l'idéologie, ce qui se traduit par l'apprentissage des « traditions culturelles zouloues », revues et corrigées par *Inkatha*. Ces traditions s'articulent essentiellement autour des notions d'obéissance et de respect vis-à-vis des anciens, mais surtout vis-à-vis de l'autorité « coutumière ». Dans le discours officiel d'*Inkatha*, les femmes sont « les porteuses naturelles de ces traditions ». Inutile de préciser qu'aucune d'entre elles ne consentira à se marier sans paiement d'une *lobola*. En tant que fille, épouse ou mère, elles doivent veiller à ce que les hommes qui les entourent soient de « bons » Zoulous.

Les femmes de l'organisation bénéficient d'avantages divers, notamment dans les zones rurales où l'essentiel de la population mâle valide émigre en ville à la recherche d'emplois à durée déterminée pour pouvoir survivre. Outre les cours d'« enseignement ménager » qui leur sont dispensés, les militantes sont les premières servies lors des distributions de nourriture ou d'aides diverses patronnées par l'administration du bantoustan. Elles disposent évidemment d'un « plus » (officieux et proportionnel à leur dévouement à la cause) pour leur famille, lorsqu'il s'agit d'obtenir l'appui de l'administration ou un prêt bancaire.

Au niveau des « anciens », le discours d'*Inkatha* est bâti sur le respect et l'obéissance que leur doivent les jeunes. Il rencontre sans nul doute un certain écho, notamment parmi les chefs de famille, se sentant bafoués dans leur autorité par leurs enfants. Il a été la cause de nombreux conflits « familiaux » lors des mouvements de boycott des écoles dans le Natal, boycott auquel certains parents s'opposèrent par la cravache...

Dans l'esprit d'*Inkatha*, les jeunes sont trop impatients et ne comprennent pas que l'État blanc est trop puissant militairement pour qu'il soit possible d'user d'une autre tactique que celle basée sur la patience et la négociation, lente mais efficace. Comme Buthelezi l'explique lors de la conférence générale d'*Inkatha* en 1981 :

« La jeunesse doit être encouragée à être en contact avec les anciens de notre société et ne doit pas tenter de conduire ce pays dans une situation dangereuse à laquelle nous ne sommes pas prêts ».

L'encadrement paramilitaire d'*Inkatha*

Les *impies*, du nom des unités des anciens régiments d'âge de l'armée royale zouloue, sont devenus un élément du paysage des cités non blanches du Natal, quadrillant les *townships* du KwaZulu, organisant des expéditions punitives, sous le regard bienveillant de la police du régime. L'encadrement de ces *impies* est confié à des militants sûrs, sortis des camps de jeunesse ou responsables locaux ou nationaux d'*Inkatha*.

Leur composition fait apparaître une large prédominance des travailleurs migrants, issus des zones rurales. Les travailleurs migrants sont, du fait de l'apartheid, coupés de la vie des Noirs urbanisés des *townships*. Ils vivent dans des hôtels pour célibataires situés à l'écart des centres urbains. Les visiteurs extérieurs sont extrêmement rares ; toute vie privée est impossible dans les chambres. Leur vie sociale se déroule essentiellement en vase clos dans le foyer et, épisodiquement, dans les zones rurales dont ils proviennent, lors de leur retour. Dans ces secteurs, ils sont confrontés à la toute-puissance d'*Inkatha* : chefs, administration, surveillants parapoliciers des foyers, militants, etc.

L'encadrement dont ces travailleurs font l'objet, les dépendances dans lesquelles ils peuvent être pris vis-à-vis d'*Inkatha*, l'absence de possibilité de disposer de recul critique sans être immédiatement repéré expliquent le fait que ces migrants soient l'une des forces militantes de ce mouvement en zone urbaine.

Leur mobilisation dans le cadre de *impies* est généralement ponctuelle ; elle s'opère sous couvert d'un nationalisme simple plus ou moins teinté de populisme. Ainsi les émeutes anti-indiennes de l'été 1985 se sont-elles faites contre les « exploiters indiens », celles de décembre, contre « les immigrés mpondos venant voler le travail des Zoulous », etc. Inutile de préciser qu'à chaque fois, *Inkatha* refuse toute responsabilité, parle de spontanéité populaire zouloue et de coïncidence lorsqu'il s'avère que les leaders de ces *impies* entraînent leurs troupes en priorité vers les endroits où se trouvent concentrés des militants d'organisation de libération ou de syndicats...

À côté de ces *impies* ponctuels, organisés suivant les besoins, existent des bandes armées semi-permanentes. Elles assurent « le calme » dans les *townships* dominés par *Inkatha*, « calme » passant par l'assassinat de militants, la destruction de leurs maisons et leur passage obligé dans la clandestinité, s'ils le peuvent. Elles sont également utilisées pour l'attaque contre des *townships* africains qu'*Inkatha* ne contrôle pas. Cette sorte de « garde prétorienne », capable d'obéir sans devoir se référer à un quelconque discours, est essentiellement composé de *lumpen*-prolétaires noirs.

***Inkatha* dans la crise actuelle**

Bénéficiant du soutien d'une fraction grandissante des investisseurs étrangers (notamment américains) et des représentants locaux du capital, Buthelezi a réussi à obtenir le rang d'interlocuteur noir de P.W. Botha. Auxiliaire des forces de police, joignant sa voix à celle de l'apartheid pour s'opposer à toute sanction ou tenter de réduire la crise actuelle à des conflits ethniques et des « provocations menées par les communistes et l'ANC », Buthelezi a rejoint (dans la tradition de l'aristocratie et de la bourgeoisie compradore zouloues) ceux qui s'estimaient plus proches de la bourgeoisie coloniale blanche que des paysans ou ouvriers noirs.

Aujourd'hui encore, *Inkatha* dispose d'un relatif soutien populaire dans certaines couches de la population zouloue, notamment rurale, mais ce soutien ne peut se maintenir longtemps du fait des contradictions autour desquelles il est bâti.

D'une part, le nationalisme zoulou ne peut masquer longtemps la réalité de la communauté d'intérêts et de statuts de l'ensemble de la population noire d'Afrique du Sud. Cette communauté se traduit concrètement, s'expérimente tous les jours, ne serait-ce que par le biais des organisations syndicales, regroupant des travailleurs de toutes « ethnies », et dont l'influence dépasse largement celle d'*Inkatha*, y compris au Natal, comme le démontrent les grèves massivement suivies.

D'autre part, il est nécessaire pour *Inkatha* d'affirmer son opposition au régime et d'apparaître formellement comme mouvement d'opposition. L'évolution de la situation politique laisse de moins en moins de place au développement d'ambiguïtés sur ce terrain, d'autant qu'*Inkatha* se transforme de plus en plus ouvertement en supplétif de la police, ce que constate la population zouloue des *townships* du Natal.

En fait, quels qu'aient été ses ambitions et projets initiaux, Buthelezi ne peut disposer d'une réelle autonomie vis-à-vis du système, même s'il peut lui être possible d'en avoir à l'égard d'un gouvernement précis. *Inkatha* ne saurait avoir de place que dans l'apartheid ou l'une de ses versions édulcorées telles que les mijote le « capitalisme libéral ». Le bain de sang que Buthelezi prétend vouloir éviter a déjà commencé dans les *townships*. Il est peu probable que les masses noires acceptent de l'oublier sans avoir au préalable imposé l'essentiel de leurs revendications, à commencer par la mise en place d'un système démocratique basé sur le principe : « Un homme, une voix »... que Buthelezi et ses nervis combattent les armes à la main, tous les jours.

Richard Borenstein

Équipe Afrique australe (ATP-RCP CNRS)